

## Suivi 2008 de la politique française en matière d'environnement

source	Ce que dit ou fait la droite	commentaire
Le Monde 4.01.2008	Le gouvernement a décidé un gel des ventes de semences jusqu'en février, mais pas l'application de la clause de sauvegarde européenne sur le <b>maïs Monsanto 810</b> .	Le document du Grenelle prévoyait l'activation de la clause de sauvegarde jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi relative aux biotechnologies. Alors la grève de la faim contre les maïs transgéniques, commencée hier, peut se comprendre.
Le Monde 4.01.2008	Le gouvernement lance une mise en garde contre les risques sanitaires d'un usage excessif des <b>téléphones portables</b> , notamment chez les enfants.	Aujourd'hui l'hypothèse de risques ne peut plus être exclue. Encore une fois la mise sur le marché a été faite avant vérification de l'innocuité du produit. La marchandisation de notre existence domine dans la société libérale.
Le Monde 5.01.2008	Le gouvernement reste impuissant devant la hausse annoncée du <b>prix des carburants</b> .	Alors que le baril dépassera les 100 dollars, le déficit du budget de l'Etat le prive de la seule arme dont il dispose, une baisse des taxes.
Le Monde 8.01.2008	Un rapport de C.Lepage auprès de Borloo propose la création de délits de « <b>délinquance écologique</b> ».	Il s'agit d'un rapport d'étape sur « la gouvernance écologique ». Le gouvernement le demande à un membre du Modem, l'écologie n'est-elle ni à droite, ni à gauche ?
Le Monde 9.01.2008	Le rapport Lepage prolonge le discours de Sarkozy : « Nous allons créer un <b>droit à la transparence</b> totale des informations environnementales et de l'expertise. Toutes les données, sans exception, seront désormais communicables. »	Il faudra donc limiter le champ du secret industriel qui ne pourra être invoqué pour dissimuler des conséquences négatives pour la santé et l'environnement. L'exemple des OGM, où des études toxicologiques ont été cachées, est particulièrement visé, mais le nucléaire est aussi concerné.
Le Monde 10.01.2008	Dans sa conférence de presse, Sarkozy ouvre la voie à la clause de sauvegarde sur les <b>OGM</b> .	Le gouvernement fait de la valse hésitation (cf. 4.01). On ne sait pas encore si on va enfin tourner le dos à l'indicateur PIB pour mettre en place des IDD (indicateurs de développement durable)
Le Monde 10.01.2008	Le ministère de l'agriculture autorise un nouvel <b>insecticide</b> , le Cruiser, dont le thiamethoxam détruit le système nerveux du taupin, qui attaque les racines de maïs.	C'est le même principe neurotoxique que le Gaucho et le Régent dont l'usage est suspendu depuis 2004. Les apiculteurs craignent à nouveau une surmortalité des abeilles, il faudrait enfin appliquer le principe de précaution...
Le Monde 11.01.2008	Reçu par Sarkozy, le président de la FNSEA a reçu l'assurance que le président prendrait le temps d'examiner le problème des <b>OGM</b> avant toute décision.	Pourtant le déclenchement de la clause de sauvegarde ne signifie pas que la France statue définitivement sur le sort des OGM. Le problème dans cette histoire, c'est le poids des lobbies, autant de la part des industriels que des associations. Où est l'objectivité ?
Le Monde 12.01.2008	Des « doutes sérieux » sur l'usage du maïs Monsanto selon le président (sénateur UMP) de la Haute autorité sur les <b>OGM</b> . Mais certains membres ne sont pas d'accord.	L'avis se contentait d'évoquer des « interrogations ». Les scientifiques sont maintenant en première ligne pour définir les bases du principe de précaution. Le résultat est loin d'être assuré tant les scientifiques et les intérêts financiers sont imbriqués..
Le Monde 13- 14.01.2008	Tard dans la soirée du vendredi 11, un communiqué de Matignon annonçait la décision d'activer la clause de sauvegarde sur le <b>maïs transgénique MON 810</b> .	Il n'est guère étonnant que Sarkozy se cache pour une fois derrière son premier ministre, le sujet est sensible. Le choix du gouvernement intervient après une semaine de confusion. Une pétition commence à circuler : <a href="http://nonaumoratoire.free.fr/">http://nonaumoratoire.free.fr/</a>
Le Monde 17.01.2008	Le groupe parlementaire UMP a contesté avec une virulence inhabituelle la décision de suspendre le <b>MON 810</b> .	L'effet des lobbies se fait sentir. Les députés présentent l'argument classique de fragilisation de toute la filière de recherche biotechnologique. Ceux qui sont contre le principe de précaution sont aujourd'hui pour le MON 810.
Le Figaro 19- 20.01.2008	V.Pécresse relance devant l'Inra les recherches dans les <b>OGM</b> . Elle confirme une enveloppe de 45 millions d'euros sur trois ans affectée aux biotechnologies végétales.	Il s'agit d'une compensation à la clause de sauvegarde sur le Mon 810. Le gouvernement pense que la future loi (5 février au séant) doit en finir avec la méfiance que ces technologies suscitent dans la population. Mais a-t-on

		précédemment réglé la question du nucléaire ?
Le Monde 19- 20.01.2008	Au sénat, le colloque « biotechnologies et agriculture durable » débouche sur un consensus pro- <b>OGM</b> .	Le colloque était organisé par l'AFIS, une association à l'origine d'une pétition contre la suspension du Mon 810. Encore faudrait-il démontrer que les OGM fondent une agriculture durable.
Le Monde 22.01.2008	V.Pécresse estime devant l'Inra que les « interrogations » relevées par les chercheurs justifient la suspension du <b>MON</b>	La ministre estime aussi que si les conditions d'une trêve sur les OGM ne sont pas trouvées, les scientifiques pourraient s'expatrier. Est-ce du chantage ?
Le Monde 22.01.2008	Le chef de l'Etat promet un assouplissement des <b>quotas de pêche</b> : « on ne peut plus avoir d'un côté les scientifiques, de l'autre les pêcheurs. La pêche est globale et les premiers à défendre la ressource sont les pêcheurs ».	Le Français J.Barrot : « les quotas de pêche, ce n'est pas fait pour ennuyer les pêcheurs, c'est pour la survie des espèces et de la pêche. » M.Barrot a rappelé que la France, même quand elle présidera l'UE, ne pourra agir seule. De toute façon, les pêcheurs peuvent-ils avoir raison contre une évaluation scientifique ?
Le Monde 23.01.2008	M.Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche est déstabilisé par la diatribe de Sarkozy sur les <b>quotas de pêche</b> .	L'homologue allemand de M.Barnier : « A terme , ne pas avoir de quotas ne sert pas les pêcheurs si, dans le même temps, ils n'ont plus de poissons ». Lors de la présidence de l'UE à partir du 1 <sup>er</sup> juillet, Sarko restera-t-il franco-français ?
Le Monde 29.01.2008	Borloo a signé une convention avec le secteur aérien pour en maîtriser l'impact sur le <b>réchauffement climatique</b> .	La convention ne reprend aucun des revendications du Grenelle de l'environnement : suppression des subventions aux compagnies low-cost, taxe sur le kérosène des lignes domestiques.
Le Monde 30.01.2008	Borloo a signé une convention avec la Fédération du commerce et de la distribution ((FCD) : les produits <b>éco-label</b> vont se multiplier.	La multiplication des éco-labels ne favorise pas forcément l'information et surtout ne doit pas être une barrière pour les petits producteurs.

source	Ce que dit ou fait la droite	commentaire
Le Monde 1.02.2008	Un faisceau d'études scientifiques montre les effets néfastes des <b>polluants</b> dans l'air confiné des logements...	NKM se contente presque de dire : « Une femme enceinte trouve plein d'informations sur la nécessité de ne pas manger de fromage au lait cru, mais rien sur les produits chimiques qu'elle doit éviter. »
Le Monde 2.02.2008	Le service de la recherche du ministère de l'écologie a organisé un séminaire sur « <b>Agrocarburants</b> et développement durable ».	Le développement des agrocarburants, largement motivé par la volonté de soutenir les céréaliers a des effets négatifs. Face au changement climatique, le meilleur moyen de lutter est de diminuer la consommation d'énergie.
Le Monde 2.02.2008	Sarkozy vient de stopper un projet de <b>mine d'or</b> en Guyane.	Ministre des finances en 2004, Sarko avait signé le décret de concession pour 25 ans de cette mine d'or.
Le Monde 2.02.2008	La Cour de justice a condamné la France pour non respect d'une directive de 1998 sur la qualité des <b>eaux</b> destinées à la consommation humaine.	La commission a adressé le même jour un dernier avertissement à la France qui contrevient aux dispositions d'une directive de 1991 sur les eaux résiduaires urbaine !
Le Monde 2.02.2008	La coopération <b>nucléaire</b> sera au menu de la visite prochaine de Sarko en Afrique du Sud : douze réacteurs sont prévus.	On comprend mieux pourquoi la question du nucléaire n'a pas été abordée au Grenelle de l'environnement...
Le Monde 5.02.2008	Sarko avait dit lors d'un forum sur la chasse (20 février) « Je ne serai pas le président des mesures vexatoires ». Mais le JO vient de publier l'arrêté sur la fermeture de la <b>chasse</b> au 31 janvier	Le dossier chasse avait empoisonné le gouvernement Jospin. Aujourd'hui Borloo, ministre de tutelle de la chasse, se plie aux impératifs européens (directive oiseaux). La prédation humaine doit trouver des limites, les chasseurs ne devraient pas oublier qu'ils sont aussi écologistes par nature.
Le Monde 6.02.2008	Le projet de loi sur les <b>OGM</b> est examiné au Sénat. Le rapporteur UMP Bizet ne fait pas mystère de son soutien aux OGM.	Les pro-OGM pensent à la compétitivité, les autres au principe de précaution. Le gouvernement nous prépare un avenir où il y aura partout des OGM à moins de 0,9 % et même beaucoup plus...
Le Monde 8.02.2008	Un plan national d'action contre la <b>pollution aux PCB</b> des cours d'eau est annoncé par trois ministères.	NKM : « Nous savons que nous n'arriverons pas à dépolluer les fleuves en deux ans ». Le principe de précaution n'a jusqu'à maintenant

		jamais été mis en application !
Le Monde 9.02.2008	La clause de sauvegarde sur l' <b>OGM</b> Mon 810 est activée par Borloo.	Le ministre de l'agriculture envisageait seulement des mesures d'urgence, qui relèvent de la direction générale de la santé et des consommateurs, plus favorable aux OGM !!!
Le Monde 10- 11.02.2008	Le Sénat a modifié l'esprit du texte de loi sur les <b>OGM</b> . La défiance envers le Grenelle de l'environnement l'emporte.	Selon les écologistes, la loi autorise la contamination générale du territoire puisque les cultures contenant moins de 0,9 % d'OGM seraient considérés sans OGM.
Le Monde 21.02.2008	Le président du CREDOC a remis un rapport « Un <b>commerce pour la ville</b> » à la ministre du logement.	Les déplacements sont générateurs de dépendance énergétique, le commerce de proximité doit donc être revitalisé. De plus le vieillissement de la population nécessite aussi la proximité.
Le Monde 23.02.2008	Le gouvernement a fixé un taux d'incorporation de 5,75 % d' <b>agrocarburants</b> dans l'essence en 2008, de 10 % en 2015.	L'Union française des industries pétrolières réclame un retour au rythme européen, plus lent (10 % en 2020). Un séminaire prône encore moins d'agrocarburants (cf. ci-dessus, 2.02.2008)
Communiqué FNE 28.02.2008	Lors de l'installation du Conservatoire du Littoral dans le var, Borloo a déclaré qu'il n'y aura plus de révision de la <b>loi littoral</b> .	Cette position tombe au bon moment. Les littoraux marins et lacustres, déjà soumis à un demi siècle d'urbanisation intense, vont connaître une pression démographique et industrielle sans précédent (tourisme, pression urabine...)
Le Monde 29.02.2008	L.Tubiana est chargée de mettre en place l'IMoSEB, mécanisme mondial d'expertise scientifique sur la biodiversité.	Ce mécanisme s'inspire du GIEC sur le changement climatique. L'IMoSEB paraît indispensable à l'heure où la sixième extinction des espèces (provoquée par l'homme) menace.

source	Ce que dit ou fait la droite	commentaire
Le Monde 1.03.2008	La France dispose pour la première fois d'une photographie de l' <b>état du vivant</b> sur son territoire pour le compte du ministère de l'écologie.	Le bilan est préoccupant., en moyenne 36 % des habitats et des espèces sont classées en rouge. Globalement les espèces liées à l'eau sont les plus mal en point.
Communiqué de presse FNE 4.03.2008	Lors du Conseil des ministres européens de l'environnement, Borloo a proposé une remise à plat des procédures d'autorisation des <b>OGM</b> dans l'UE afin de permettre une analyse pluridisciplinaire des risques.	L'évaluation de l'utilisation des OGM, au-delà des considérations biomoléculaires, doit intégrer des considérations écologiques et toxicologiques (ce sont des plantes à pesticides) conformément à l'annexe II de la directive 2001/18/CE, de même que des considérations économiques et sociales.
Le Monde 15.03.2008	Une révision de l'objectif européen d' <b>agrocarburants</b> (10 % en 2020) n'est pas exclue.	La production de ce type d'énergie est de plus en plus remise en cause, épuisement des sols, hausse des denrées alimentaires...
Le Monde 16- 17.03.2008	A Marseille, JC.Gaudin se félicite d'avoir lutté contre l' <b>envahissement automobile</b> . A Paris, Delanoë a fait ce qu'il fallait pour cela.	Dans la gestion des villes, en particulier en matière environnementale, droite et gauche se rapprochent. Que F. de Panafieu fustige la « chasse à la sorcière automobile » montre qu'une partie de la droite ne veut pas combattre le réchauffement climatique.
Le Monde 20.03.2008	Le <b>ministère du DD</b> sort enrichi du mini-remaniement ministériel après les municipales.	Après Bussereau et Kosciusko-Morizet arrivent Christian Blanc et Hubert Falco en tant que secrétaires d'Etat.
Le Monde 21.03.2008	Le Conseil d'Etat confirme la suspension de la culture du maïs MON 810, un <b>OGM</b> .	C'est la première fois qu'on observe une vraie application du principe de précaution : les experts n'arrivent pas à trancher, le politique décide, le juge valide.
Le Monde 27.03.2008	Suite au <b>Grenelle</b> , une loi-programme devrait être déposée à la mi-avril devant le CES. Un deuxième texte, plus technique, ne sera dévoilé qu'à la mi-juin.	Après 2 mois de silence pour cause d'élections municipales, le Grenelle fait-il enfin surface définitivement ? Sur plusieurs dossiers, les arbitrages ne sont pas encore rendus...